

DEFENDRE LE KURDISTAN contre l'occupation turque :

Sortez dans la rue le 3 juillet !

Le 23 avril 2021, l'État turc a lancé une campagne militaire de grande envergure visant le Kurdistan du Sud (nord de l'Irak), attaquant les régions de Zap, Avashin et Metina. Depuis lors, cette invasion non provoquée a gagné en intensité et en ampleur. Pendant des années, le président turc Recep Tayyip Erdogan a cherché à assurer la position de la Turquie en tant que puissance régionale au Moyen-Orient aux dépens des peuples de la région, proclamant à plusieurs reprises son désir de conquérir des territoires autrefois contrôlés par l'Empire ottoman. Son premier objectif est de capturer les deux parties du Kurdistan adjacentes à la Turquie, le Rojava (nord de la Syrie) et le Kurdistan du Sud (nord de l'Irak). En 2018, l'armée turque et ses forces mandataires djihadistes ont envahi et occupé la région à majorité kurde d'Afrin en Syrie, autrefois pacifique, et, en 2019, cette occupation a été étendue à d'autres zones du nord de la Syrie, entraînant des centaines de victimes civiles et des déplacements massifs.

Les guérilleros kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) résistent aux campagnes d'agression militaire et d'occupation d'Erdogan. Cette résistance kurde organisée est la seule force qui empêche l'expansion d'Erdogan plus loin au Kurdistan et au Moyen-Orient. En 2014, alors que le groupe terroriste génocidaire État islamique (Daech) occupait des zones dans toute la Syrie et l'Irak et apparaissait comme une menace majeure pour la sécurité mondiale, le PKK les a empêchés d'éliminer la minorité religieuse des Yézidis dans la région de Sinjar en Irak.

L'OTAN estime qu'elle doit maintenir ses relations avec la Turquie pour des raisons géopolitiques et géostratégiques, et ne conteste pas la politique expansionniste du régime turc. En gardant le silence pour apaiser Erdogan, ils deviennent complices de son agression. Erdogan, sachant qu'il ne subira aucune conséquence, même pour les pires crimes, viole ouvertement le droit international. Son régime a utilisé des armes chimiques et des mercenaires djihadistes dans la guerre actuelle à Zap, Avashin et Metina, tandis que ses drones armés assassinent et terrorisent les civils. Néanmoins, les Nations Unies, l'Union européenne, les États-Unis et le Conseil de l'Europe se joignent à l'OTAN pour garder le silence.

Début juin, une délégation internationale pour la paix s'est rendue au Kurdistan du Sud, se joignant à diverses organisations dans le monde pour lancer l'initiative internationale "DEFENDRE LE KURDISTAN CONTRE L'OCCUPATION TURQUE". En attirant l'attention sur l'agression militaire turque, les membres de la délégation ont courageusement brisé le silence international autour de cette guerre. Malheureusement, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le parti au pouvoir dans le Kurdistan du Sud, a pris des mesures pour criminaliser les efforts entrepris pour s'opposer à la guerre en cours, entravant ainsi le travail de la délégation pour la paix. En outre, conformément à la politique d'apaisement des États européens à l'égard du régime d'Erdogan, la délégation a également été criminalisée en Allemagne, et plusieurs membres du groupe, y compris ceux qui bénéficient d'une immunité parlementaire, ont été empêchés de quitter Düsseldorf le 12 juin. Néanmoins, malgré ces obstacles, la délégation pour la paix a réussi à sensibiliser l'opinion publique à la crise actuelle et à susciter une vague de solidarité internationale.

Nous appelons maintenant les gens du monde entier à descendre dans la rue le 3 juillet pour soutenir l'initiative internationale DÉFENDRE LE KURDISTAN contre l'occupation turque, et pour exiger la fin immédiate de l'agression militaire turque contre le Kurdistan du Sud et le retrait de toutes les forces turques et les mercenaires djihadistes soutenus par la Turquie.

Pour plus d'informations :

www.defend-kurdistan.com

Courriel : info@defend-kurdistan.com